



Les Principes directeurs de l'OCDE et la cohérence des politiques

Luttez-vous pour des lois ou des politiques plus strictes dans votre pays en matière de responsabilité des entreprises ? Les Principes directeurs de l'OCDE établissent une base de référence solide qui peut vous aider dans votre plaidoyer.

Ce que disent les Principes directeurs de l'OCDE sur la cohérence des politiques

Les Principes directeurs de l'OCDE affirment que l'alignement des politiques nationales et internationales en matière de conduite responsable des entreprises peut favoriser la cohérence et l'harmonisation. À l'instar des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Principes directeurs recommandent une combinaison savante de mesures volontaires et obligatoires pour promouvoir une conduite responsable des entreprises. Vous pouvez utiliser les Principes directeurs de l'OCDE et les instruments connexes de l'OCDE (voir ci-dessous) pour :



- Souligner l'adhésion des gouvernements de l'OCDE à la cohérence des politiques entre les Principes directeurs de l'OCDE et les lois nationales et régionales.
- La Déclaration de l'OCDE sur la promotion et l'habilitation d'une conduite responsable des entreprises dans l'économie mondiale et la Recommandation de l'OCDE sur le rôle des gouvernements dans la promotion d'une conduite responsable des entreprises recommandent toutes deux explicitement que les gouvernements élaborent des cadres juridiques pour une conduite responsable des entreprises qui s'alignent sur les Principes directeurs de l'OCDE.
- Encourager le développement d'initiatives législatives et politiques sur la conduite responsable des entreprises qui sont alignées sur les Principes directeurs de l'OCDE.
- Rechercher une législation contraignante établissant une responsabilité extraterritoriale pour les entreprises, couvrant largement :
 - Entreprises – tous secteurs, tailles (petites, moyennes et grandes) et types de propriété.
 - Dommages – tous les dommages aux droits de l'homme, à l'environnement et les dommages liés à la technologie, à la corruption et aux intérêts des consommateurs internationalement reconnus.



- Chaînes de valeur - responsabilité pour les préjudices causés par les propres opérations de l'entreprise, ainsi que les préjudices causés par les entreprises qui *fournissent* des produits ou des services en amont de leur chaîne d'approvisionnement (c'est-à-dire le producteur ou le fabricant) ou qui *utilisent* leurs produits ou services en aval de leur chaîne de valeur (c'est-à-dire, le vendeur ou l'utilisateur).
- Responsabilité ou obligation de diligence raisonnable - responsabilité pour les préjudices ou, au minimum, responsabilité de faire preuve de diligence raisonnable et de remédier aux préjudices.
- Encourager les organismes chargés des plaintes des Points de contact nationaux à soutenir la mise en œuvre de lois et de politiques sur la conduite responsable des entreprises qui sont alignées sur les Principes directeurs de l'OCDE.

○ Conseil ○

La société civile devrait encourager les gouvernements à aligner leurs politiques et lois en matière de conduite responsable des entreprises sur les normes élevées et le vaste champ d'application des Principes directeurs de l'OCDE. Sur de nombreuses questions, le texte peut être tiré directement des Principes directeurs pour élaborer une législation sur le devoir de diligence et la responsabilité des entreprises. Ensemble, les Principes directeurs, la Déclaration et la Recommandation cités ci-dessus montrent le ferme soutien de l'OCDE et des différents gouvernements à l'harmonisation entre les Principes directeurs de l'OCDE et les mesures nationales contraignantes en matière de diligence raisonnable et de responsabilité des entreprises.

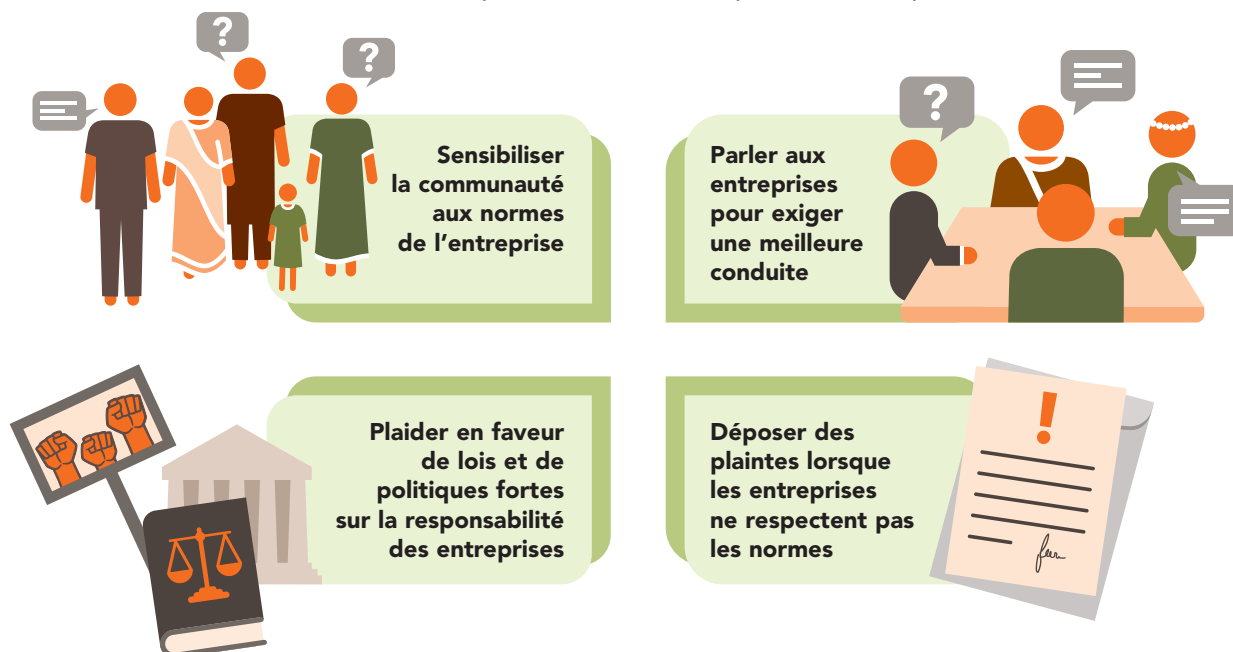
Que sont les Principes directeurs de l'OCDE ?

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour une conduite responsable des entreprises (Principes directeurs de l'OCDE) sont des recommandations des gouvernements aux entreprises sur la manière d'agir de manière responsable. Les Principes directeurs de l'OCDE établissent des normes non contraignantes pour une conduite responsable des entreprises dans une série de questions importantes pour les communautés, telles que les droits de l'homme, les droits des travailleurs et l'environnement, et couvrent également des questions telles que la corruption et la fiscalité.

Les gouvernements qui suivent les Principes directeurs de l'OCDE doivent créer un organisme de plaintes non judiciaire appelé Point de contact national pour une conduite responsable des entreprises, chargé de promouvoir les Principes directeurs et de traiter les plaintes concernant des activités commerciales préjudiciables. Les Principes directeurs établissent de bonnes normes pour toutes les entreprises, mais les plaintes ne peuvent être déposées que contre deux types d'entreprises opérant au-delà des frontières : 1) les entreprises multinationales dont le siège social est dans un pays qui suit les Principes directeurs de l'OCDE, ou 2) les entreprises multinationales opérant dans un pays qui suit les Principes directeurs de l'OCDE.

Comment les Principes directeurs de l'OCDE peuvent-ils aider ?

La société civile peut utiliser les Principes directeurs pour :



À propos d'OECD Watch

OECD Watch est un réseau mondial de la société civile qui compte plus de 130 membres dans plus de 50 pays. Nous nous efforçons de donner aux communautés, aux travailleurs et aux ONG les moyens d'utiliser les Principes directeurs de l'OCDE pour faire en sorte que les activités des entreprises respectent les droits de l'homme et la planète et que les entreprises soient tenues pour responsables des dommages qu'elles causent à travers le monde. OECD Watch aide les communautés et les ONG à déposer des plaintes et à mener des activités de plaidoyer auprès des gouvernements et des entreprises. Nous menons également des recherches et des activités de plaidoyer auprès de l'OCDE et des pays individuels afin d'encourager une mise en œuvre plus efficace des Principes directeurs et un alignement plus étroit entre les Principes directeurs et les lois sur la responsabilité des entreprises. **Besoin d'aide ? Prenez contact avec nous !**

PLUS D'INFORMATIONS

